

15 MARS 1999

Page :



Jean-Claude Trichet : « Nous avons aujourd'hui un environnement monétaire et financier favorable à la croissance » (Photo AFP)

JEAN-CLAUDE TRICHET

« Notre stratégie : un euro solide »

L'Europe devrait s'inspirer du dynamisme des USA qui n'hésitent pas à donner leur chance aux jeunes, estime le gouverneur de la Banque de France

► **JEAN-CLAUDE TRICHET**, gouverneur de la Banque de France, est aujourd'hui à Bordeaux où il participe notamment au 10^e Forum de l'économie régionale, organisé conjointement par « Sud-Ouest », la Chambre régionale de commerce et d'industrie d'Aquitaine et la Banque de France. Jean-Claude Trichet interviendra à la fin de ce forum qui se tient ce matin à la Cité mondiale, et qui sera consacré à la conjoncture économique.

Recueilli par
BERNARD BROUSTET
et FRANK DE BONDT

« SUD-OUEST ». — L'euro a perdu environ 8 % de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année. Cette relative faiblesse vous surprend-elle ?

JEAN-CLAUDE TRICHET. — Nous avons eu, depuis le 1^{er} janvier, un ensemble de bonnes nouvelles sur l'économie américaine qui fait preuve d'un dynamisme exceptionnel. Nous avons observé dès lors une révision du jugement des opérateurs, des investisseurs, des épargnants, sur le cycle économique américain et ceci n'a pas été sans conséquence sur les marchés des changes.

De notre côté, nous devons être toujours vigilants. Il ne doit y avoir dans l'esprit de quiconque aucune ambiguïté : le système européen de banques centrales poursuit une stratégie d'euro solide, stable, fort, crédible, inspirant confiance au moins autant que le franc dont l'euro est issu. N'oublions jamais que nous sommes garants de la solidité et de la stabilité de notre monnaie unique.

« S.-O. ». — Mais qu'est-ce qui empêche l'Union européenne, qui dispose maintenant d'une monnaie unique, d'être aussi performante que les Etats-Unis en termes de croissance et d'emploi ?

J.-C. T. — Le dynamisme de l'économie américaine a tout une série de causes et je suis convaincu que l'euro est en soi un élément dynamisant pour l'économie européenne. N'oublions pas que la France a connu une croissance robuste au quatrième trimestre de l'année dernière, équivalent à 2,8 % en rythme annuel. Il ne faut donc pas être trop simpliste.

Pour revenir à l'économie américaine, je vois quatre causes principales à sa bonne santé. En premier lieu, les réformes de structure y ont été menées avec beaucoup de constance. Ensuite, l'influence extraordinaire de la technologie. Les Etats-Unis ont montré une fantastique capacité d'absorption des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication.

Troisièmement, une formidable capacité de donner leur chance aux jeunes créatifs et entrepreneurs. Si l'économie américaine a si bien absorbé les nouvelles technologies, c'est souvent parce que ce sont les jeunes Américains qui en ont été les agents actifs. Enfin, il y a une raison que je ne peux pas ne pas mentionner, c'est que les Etats-Unis ont considéré, à juste titre, que la réduction des dépenses et des déficits publics était l'une des sources de la croissance.

L'économie de la zone euro est dans une situation un peu différente, parce qu'il y a eu moins de réformes de structure, parce que nous avons eu une moindre inclination à donner pleinement toutes leurs chances aux jeunes chercheurs et entrepreneurs, et parce que nous avons encore du mal à comprendre que la réduction ordonnée des dépenses et des déficits est un véritable élément de dynamisation de l'économie. Je suis néanmoins très confiant. En effet, la compréhension des causes du succès américain fait beaucoup de progrès en Europe où, en outre, commence à se faire sentir puissamment l'influence des technologies nouvelles. Celles-ci auront des effets très positifs sur la croissance des prochaines années.

« S.-O. ». — Vous venez d'évoquer l'importance des réformes de structure. Y en a-t-il qui vous paraissent plus prioritaires que d'autres ?

J.-C. T. — Nous ne voulons nous substituer ni au gouvernement, ni au Parlement, ni aux syndicats, ni aux entreprises. Chacun a ses responsabilités propres. La Banque de France est convaincue qu'à partir du moment où les gouvernements européens ont décidé de renforcer leur coopération, en particulier dans le domaine des politiques structurelles, nous aurons en Europe une véritable « fertilisation croisée » dans le domaine structurel.

Ainsi, chaque pays pourrait-il être poussé à introduire chez lui telle ou telle réforme, lorsque celle-ci a été appliquée avec succès dans un autre pays de la zone euro sur la base d'un consensus gauche/droite et patronat/syndicats. Il faut absolument que l'on arrive à tirer parti mutuellement des expériences réussies par les uns et les autres. Les Néerlandais, par exemple, ont des succès incontestables dans le domaine de l'emploi et leur niveau de chômage est inférieur au nôtre ou à celui de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne.

« S.-O. ». — Le décalage de croissance entre l'économie américaine et l'économie européenne ne justifierait-il pas une baisse des taux d'intérêt chez nous ?

J.-C. T. — Ce n'est pas, comme vous le savez, ce qu'a décidé le conseil des gouverneurs lors de sa dernière réunion. Je vous rappelle cependant que, depuis août dernier, les taux courts ont baissé en moyenne de 1 % dans la zone euro. Ils sont passés de 4 % à 3 %. C'est plus qu'aux Etats-Unis où ils sont passés de 5,5 % à 4,75 %. D'autre part, nos taux d'intérêt réels à trois mois sont nettement inférieurs à ceux des Etats-Unis. Nos taux longs sont les plus bas que nous ayons eus depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons aujourd'hui un environnement monétaire et financier favorable à la croissance. Tout cela, nous avons pu le faire parce que nous avons réussi à donner à l'euro tout l'héritage de la crédibilité du franc, du mark et des autres monnaies solides d'Europe qui y participent. N'oublions jamais que pour donner un bon environnement financier aux entreprises, il faut absolument inspirer confiance aux épargnants. Mais la politique monétaire n'est pas, bien entendu, une condition suffisante, même si elle est une condition nécessaire de la croissance et de la lutte contre le chômage.